

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
S/C/W/140/Add.2
23 juin 2000

(00-2567)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION DU JAPON

Réexamen des exemptions des obligations énoncées à l'article II

Questionnaire concernant la Liste des exemptions de l'obligation NPF (des services financiers aux services de transport)

Addendum

La délégation du Japon a fait parvenir au Secrétariat le document ci-après, en demandant qu'il soit distribué aux membres du Conseil du commerce des services.

En vue de la session extraordinaire qui doit se tenir les 5 et 6 juillet 2000, nous avons rédigé les questions ci-après, qui doivent être examinées par les membres. Pour faciliter le déroulement efficace des travaux de cette session, nous souhaiterions recevoir, si possible, des réponses écrites des membres concernés avant la réunion.

A. SERVICES FINANCIERS

Autriche, Agrément, page 75, en ce qui concerne la liste des pays

311. Veuillez préciser la signification du "critère d'intérêt économique" en donnant des exemples concrets.

312. Il est indiqué à la colonne 3 que "la Liste des pays fera l'objet d'un examen ultérieur". Veuillez préciser le nom des pays auxquels la mesure s'applique.

313. À ce jour, l'Autriche a-t-elle parfois refusé un agrément, sur la base des conditions de réciprocité, à des fournisseurs de services financiers qui souhaitaient établir une succursale ou une filiale? Dans l'affirmative, veuillez donner des explications.

Brunéi Darussalam, Services financiers, page 76, en ce qui concerne tous les pays

314. Le Japon aimerait savoir à quoi se réfèrent les termes "traitement différencié" et "traitement favorable". Veuillez fournir des exemples concrets.

315. Il est indiqué à la colonne 2 que "l'autorisation d'établir des banques extraterritoriales peut être accordée aux fournisseurs de service d'un autre membre sur une base différenciée ou sur celle de la réciprocité, à la discrétion de l'autorité compétente". Veuillez indiquer les critères objectifs qui gouvernent l'octroi de cette autorisation.

Canada, Assurances, page 77, en ce qui concerne tous les États des États-Unis

316. Veuillez communiquer la liste des "mesures préférentielles", telles que les conditions d'agrément, en matière de transactions.

317. Dans quelle mesure le Canada a-t-il conclu avec chaque État des États-Unis un accord ou traité bilatéral qui prévoit l'application de mesures préférentielles sur une base de réciprocité?

Canada, Services financiers, page 78, en ce qui concerne la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, République d'Irlande

318. Le Canada a-t-il conclu un quelconque accord ou traité bilatéral avec d'autres pays afin de maintenir une "préférence historique existante"? Que signifient exactement les termes "préférence historique existante"?

319. Selon quel critère le Canada choisit-il les partenaires auxquels il applique "une préférence historique"?

Colombie, Assurances et services bancaires, page 78, en ce qui concerne tous les pays

320. À ce jour, la Colombie a-t-elle effectivement refusé, dans certains cas, l'accès aux fournisseurs de services étrangers, sur la base de la réciprocité? Dans l'affirmative, veuillez donner des explications.

Côte d'Ivoire, Services d'assurance, page 78, paragraphe 3, en ce qui concerne les États membres de la zone franc

321. Nous aimerions connaître les mesures préférentielles qui ont été prises en vertu de l'Accord instituant la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (CIMA).

El Salvador, Services financiers, page 80, en ce qui concerne El Salvador, le Honduras et le Nicaragua

322. Veuillez expliquer comment et dans quelle mesure s'est effectuée, à ce jour, l'harmonisation de la politique macro-économique entre les pays signataires.

323. Est-il prévu de notifier l'Isthme d'Amérique centrale en tant qu'accord d'intégration économique, en vertu de l'article V de l'AGCS?

CE, Services directs, autres que les services d'assurance-vie, page 80, en ce qui concerne la Suisse

324. Il est indiqué à la colonne 5 qu'un accord conclu entre les CE et la Suisse est conforme aux dispositions du paragraphe 3 de l'Annexe sur les services financiers. Quelles mesures prudentielles suisses la CE reconnaît-elle? Si la CE considère que cet accord bilatéral est conforme aux dispositions de l'Annexe sur les services financiers, y a-t-il une raison particulière de l'inscrire en tant qu'exemption NPF?

325. Veuillez expliquer pourquoi les CE n'ont conclu un accord bilatéral qu'avec la Suisse?

CE, Services financiers, page 81, en ce qui concerne les États d'Europe et tous les membres du Commonwealth

326. Veuillez indiquer les noms des pays qu'englobe la référence: "États de l'Europe centrale, de l'Europe de l'Est et du Sud-Est".

327. Veuillez expliquer pour quel impôt, et à quel taux, l'Italie accorde un traitement favorable aux fournisseurs de services qui commercent avec les pays auxquels la mesure s'applique.

328. Il est indiqué à la colonne 5 qu'une "aide à la transition des pays concernés à l'économie de marché est nécessaire". Dans quelle mesure cette disposition a-t-elle facilité la transition à l'économie de marché?

329. Nous aimerions savoir comment les CE ont l'intention d'abolir ou d'éliminer progressivement ces mesures sur une période de dix ans. Veuillez expliquer ces procédures en termes concrets.

Honduras, Services financiers, page 81, point 2

330. Veuillez indiquer les objectifs de "l'intégration d'Amérique centrale" de façon concrète. Nous aimerions également savoir dans quelle mesure cette intégration a été réalisée à ce jour?

331. Les termes suivants figurent à la colonne 5 "pour tenir compte de la législation du Honduras". Veuillez expliquer le contexte de politiques qui sous-tendent cette législation.

Honduras, Services financiers, page 81, paragraphe 3, en ce qui concerne tous les pays

332. Sur quelles bases se fonde le Honduras pour estimer possible d'assortir les engagements inscrits sur la liste d'une réserve, par le biais d'une exemption NPF?

333. Le Honduras a-t-il parfois effectivement refusé à ce jour "l'ouverture de succursales ou de filiales de banques étrangères" sur la base de la réciprocité? Dans l'affirmative, veuillez donner des explications.

Hongrie, Services financiers, page 81, en ce qui concerne tous les pays

334. La Hongrie a-t-elle effectivement refusé à ce jour "des engagements contractés au titre du mode 3" à des fournisseurs de services étrangers sur la base de la réciprocité? Dans l'affirmative, veuillez donner des explications.

Indonésie, Services bancaires, page 82, en ce qui concerne tous les pays

335. L'Indonésie a-t-elle parfois effectivement refusé, sur la base de la réciprocité, des autorisations pour l'établissement de banques en coentreprises à des fournisseurs de services étrangers? Dans l'affirmative, veuillez donner des explications.

Israël, Services financiers, page 82, en ce qui concerne tous les pays

336. À ce jour, Israël a-t-il parfois effectivement refusé d'accorder, sur la base de la réciprocité, une licence d'établissement à un fournisseur de services étranger? Dans l'affirmative, veuillez donner des explications.

Maurice, Services financiers, page 83, en ce qui concerne tous les pays

337. À ce jour, Maurice a-t-elle parfois effectivement soumis à restriction "la présence commerciale et la fourniture transfrontière pour les fournisseurs d'autres pays"? Dans l'affirmative, veuillez donner des explications.

Nicaragua, Services financiers, page 83, en ce qui concerne le Guatemala, El Salvador, le Honduras, le Costa Rica et le Nicaragua

338. Nous aimerions savoir quels sont les types de transfert de capitaux qui ne sont libres qu'entre ces quatre pays.

339. Veuillez expliquer les objectifs de l'intégration monétaire et financière de l'Intégration d'Amérique centrale. Nous aimerions savoir dans quelle mesure cette intégration a été réalisée à ce jour.

Pakistan, Services bancaires et autres services financiers, page 83, point 4

340. Le Pakistan a-t-il parfois effectivement refusé d'accorder un agrément aux fournisseurs de services étrangers sur la base de la réciprocité? Dans l'affirmative, veuillez donner des explications.

341. Veuillez expliquer la signification des termes "traitement favorable". Quelle est la signification des termes "transactions financières islamiques"?

342. On ne comprend pas bien si la mesure inscrite accorde un traitement différencié selon les pays. Veuillez expliquer pourquoi cette mesure n'est pas conforme à l'article II.

Pakistan, Services bancaires et autres services financiers, page 84

343. Veuillez expliquer en termes concrets ce que signifient les expressions "fonction [de financement] du Trésor" et "programmes de produits de base".

Pérou, Services financiers, page 84, en ce qui concerne tous les pays

344. Le Pérou a-t-il parfois refusé d'appliquer, sur la base de la réciprocité, la clause de la nation la plus favorisée à un autre pays?

Philippines, Services offerts par les banques commerciales, page 85, en ce qui concerne tous les pays

345. À ce jour, les Philippines ont-elles parfois refusé d'accorder une autorisation, sur la base de la réciprocité, en vue de l'établissement de la présence commerciale ou de l'expansion d'opérations existantes dans le secteur des banques commerciales aux Philippines?

346. Veuillez préciser de façon concrète, la signification des termes "critère de réciprocité".

347. Veuillez expliquer si le test de réciprocité est appliqué d'une façon transparente.

Sénégal, Services bancaires, pages 85 et 86

348. Veuillez préciser, à l'aide d'exemples concrets, la signification des termes "traitement préférentiel".

349. Quels sont les critères objectifs qui permettent de déterminer si "le marché financier de l'Afrique de l'Ouest a atteint une position concurrentielle à l'échelle mondiale? Dans quelle mesure cet objectif a-t-il été réalisé à ce jour?

Singapour, Réassurance et rétrocession, page 86

350. Il est indiqué à la colonne 2 que l'ASEAN Reinsurance Corporation est une entreprise privée. Devons-nous conclure qu'il n'y a pas de participation publique au capital de cette société?

351. Il est indiqué à la colonne 2 que l'ASEAN Reinsurance Corporation est une société qui comporte un nombre égal d'actionnaires appartenant aux six pays de l'ANASE. Quelles sont les limitations concernant l'actionnariat de cette société? Les pays n'appartenant pas à l'ANASE peuvent-ils prendre des participations?

352. Nous aimerions avoir une description succincte des activités de l'ASEAN Re Corporation. Veuillez donner des explications. Ces activités concernent-elles également le système de réassurance obligatoire?

République slovaque, Services financiers, page 87, en ce qui concerne tous les pays

353. À ce jour, la République slovaque a-t-elle jamais refusé son agrément, sur la base de la réciprocité, en vue de l'établissement de la présence commerciale ou de l'expansion d'opérations existantes dans le secteur des banques commerciales? Dans l'affirmative, veuillez donner des explications.

Afrique du Sud, Services financiers, page 87, en ce qui concerne le Lesotho, la Namibie et le Swaziland

354. Il est indiqué à la colonne 5 que l'Accord relatif à la zone monétaire commune a pour objectif de favoriser le développement économique de la région. Quel est le bilan des progrès économiques à ce jour?

Swaziland, Services financiers, page 87, en ce qui concerne l'Afrique du Sud, la Namibie et le Lesotho

355. Il est indiqué à la colonne 5 que l'Accord relatif à la zone monétaire commune a pour objectif de favoriser le développement économique de la région. Quel est le bilan des progrès économiques à ce jour?

Turquie, Services bancaires, page 89, en ce qui concerne tous les pays

356. À ce jour, sur la base de la réciprocité, la Turquie a-t-elle parfois effectivement demandé que les banques étrangères soient tenues de respecter les mêmes conditions et [annulé] l'agrément des banques qui ne respectaient pas ces conditions? Dans l'affirmative, veuillez donner des explications.

États-Unis, Services bancaires et autres services financiers, page 90, point 1

357. Veuillez préciser la signification de l'expression "traitement préférentiel" à l'aide d'exemples concrets.

États-Unis, Services bancaires et autres services financiers, page 90, en ce qui concerne le Canada

358. Nous aimerions savoir quel est le critère objectif qui permet d'établir "le principal centre d'activités au Canada".

359. Combien d'opérateurs ou de courtiers sur titres ont demandé à bénéficier de cette mesure à ce jour?

360. Veuillez indiquer les raisons du maintien d'une "préférence établie".

États-Unis, Services bancaires et autres services financiers, pages 90 et 91, en ce qui concerne tous les pays

361. À ce jour, un État a-t-il effectivement parfois refusé, sur la base de la réciprocité, d'accorder un agrément à un fournisseur de services étrangers. Dans l'affirmative, veuillez donner des explications.

362. Veuillez donner la liste des pays qui sont soumis aux conditions de réciprocité mentionnées à la colonne 2, en ce qui concerne chaque État.

363. Les fournisseurs de services financiers des États-Unis ont-ils parfois bénéficié d'un traitement préférentiel du fait de l'application de cette mesure?

364. Veuillez préciser la signification des termes "critère de réciprocité" en donnant des exemples concrets et veuillez indiquer si ce critère de réciprocité est appliqué de façon transparente.

365. Veuillez expliquer pourquoi seuls les États mentionnés à la colonne 2 appliquent cette mesure.

États-Unis, Services bancaires et autres services financiers, page 91, en ce qui concerne le Canada et le Marché commun européen

366. Veuillez donner la raison du maintien d'une préférence existante à la ligne 367.

367. Sur quels critères s'est fondé le Michigan pour décider de maintenir une préférence existante avec le Canada et le Marché commun européen?

368. Veuillez expliquer pourquoi seul le Michigan applique cette mesure.

États-Unis, Services bancaires et autres services financiers, page 91, point 3

369. Quels sont les pays qui sont soumis aux conditions de réciprocité?

370. Veuillez préciser la signification des termes "critère de réciprocité" en donnant des exemples concrets et veuillez indiquer si ce critère de réciprocité est appliqué de façon transparente.

États-Unis, Services bancaires et autres services financiers, page 91, point 4

371. Quels sont les pays qui sont soumis aux conditions de réciprocité?

372. Les fournisseurs de services financiers des États-Unis bénéficient-ils parfois du traitement national au titre de cette mesure?

Venezuela, Services bancaires et services d'assurance, page 92, en ce qui concerne tous les pays

373. À ce jour, le Venezuela a-t-il parfois, sur la base de la réciprocité, refusé l'accès au marché national à des fournisseurs de services étrangers? Dans l'affirmative, veuillez donner des explications.

B. SERVICES SOCIAUX ET SANITAIRES

Chypre, page 92

374. Veuillez préciser la signification de l'expression "coopération médicale".

375. Nous aimerions savoir pourquoi Chypre n'autorise pas tous les pays à fournir certains traitements médicaux aux citoyens chypriotes et exige que ces prestations soient fournies par un pays qui a conclu, ou conclura, un accord bilatéral avec Chypre, sur la base de la proximité géographique ou d'autres liens particuliers.

C. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES

Mexique, page 92

376. Une déduction (fiscale) préférentielle pour les dépenses encourues sur le territoire des parties est mentionnée à la colonne 2. Veuillez préciser la signification de l'expression "déduction préférentielle", en donnant des exemples concrets.

D. SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS

Communautés européennes, page 93, colonnes 1 et 2

377. La France applique cette mesure sur la base de la réciprocité. Cette mesure a-t-elle réellement contribué à ce qu'un traitement similaire soit accordé aux ressortissants français dans ces pays? Veuillez donner des informations objectives montrant l'efficacité de ces mesures de réciprocité.

Inde, page 93

378. Est-il prévu de notifier l'accord bilatéral global entre l'Inde et le Bhoutan comme un accord d'intégration économique, conformément à l'article V de l'AGCS?

379. Nous aimerions savoir pour quelles raisons l'Inde n'a inscrit, de tous les éléments de l'accord bilatéral global, que la vente de billets de loterie.

Pérou, page 93

380. Veuillez indiquer pour quelles raisons le Pérou a inscrit cette mesure alors que les autres pays d'Amérique latine qui figurent à la colonne 3 ne l'ont pas inscrite.

E. SERVICES DE TRANSPORT

1. SERVICES DE TRANSPORT MARITIME

Bolivie, Transports maritimes et transport multimodal de marchandises, page 95

381. Y a-t-il en Bolivie, pays enclavé, d'autres services que les services de transport par les voies navigables intérieures, qui rentrent dans la catégorie des services de transport maritime? Veuillez expliquer pourquoi la Bolivie inscrit une exemption NPF pour les services de transport maritime.

382. Ce traitement préférentiel est-il fondé sur les accords conclus entre les pays du Groupe andin? Dans l'affirmative, veuillez fournir une liste de tous les accords existants ainsi que des pays qui sont parties.

383. Veuillez expliquer de façon précise quelles mesures de traitement préférentiel sont appliquées par la Bolivie et quelles sont les zones appelées "eaux côtières" (colonne 2), où les opérateurs peuvent bénéficier de ce traitement préférentiel.

384. Veuillez fournir des renseignements statistiques montrant que le traitement préférentiel a réellement contribué à développer le secteur des transports maritimes dans la région andine.

Brésil, Transports maritimes, armement au long cours (cargaison), page 95

385. Selon nos informations, le Brésil n'a pas contracté d'engagements spécifiques dans le domaine des services de transport maritime. Dans ces circonstances, veuillez expliquer pourquoi le Brésil doit inscrire les mesures mentionnées à la colonne 2, en tant qu'exemptions NPF, même si cette inscription n'a aucune valeur juridique.

386. Veuillez indiquer le nom des pays avec lesquels le Brésil a conclu des accords bilatéraux se rapportant à cette mesure.

387. Veuillez expliquer de façon détaillée ce que signifie "la répartition des cargaisons" et "les cargaisons réservées" qui sont régies par les accords bilatéraux.

388. Ces accords bilatéraux ont-ils été modifiés au cours des dernières années?

Bulgarie, Transports maritimes, page 96

389. Selon nos informations, la Bulgarie n'a pas contracté d'engagements spécifiques dans le domaine des services de transport maritime. Dans ces circonstances, veuillez expliquer pourquoi la Bulgarie doit inscrire les mesures mentionnées à la colonne 2, en tant qu'exemptions NPF, même si cette inscription n'a aucune valeur juridique.

(Dans le cas de la Bulgarie, cette question peut être appliquée à toutes les exemptions NPF dans les services de transport maritime.)

390. Devons-nous comprendre que les pavillons des lignes nationales qui bénéficient d'un traitement préférentiel appartiennent aux pays qui sont parties à la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes des Nations Unies?

391. De toutes les cargaisons qui sont transportées par bateau en provenance et à destination de la Bulgarie, quelle est la proportion des cargaisons réservées en vertu de la Convention relative à un code de conduite? Veuillez expliquer en vous appuyant sur des données concrètes comment la Bulgarie évalue l'impact de la Convention.

Bulgarie, Transports maritimes: répartition des cargaisons entre partenaires bilatéraux, page 96

392. Veuillez expliquer comment l'on peut mesurer "l'égalité pour l'enlèvement des cargaisons". Existe-il un indicateur, tel qu'un indicateur de valeur ou de volume?

393. Veuillez indiquer les noms des pays, à l'exception de l'Inde, avec lesquels la Bulgarie a conclu un accord de répartition des cargaisons à ce jour. Quelles sont les conditions qui inciteraient la Bulgarie à conclure un nouvel accord avec d'autres pays? La Bulgarie envisage-t-elle aujourd'hui de conclure un accord avec certains pays?

Cameroun, Transports maritimes: échanges commerciaux par cabotage, page 96

394. Selon nos informations, le Cameroun n'a pas contracté d'engagements spécifiques dans le domaine des services de transport maritime. Dans ces circonstances, veuillez expliquer pourquoi le Cameroun doit inscrire les mesures mentionnées à la colonne 2 en tant qu'exemptions NPF, même si cette inscription n'a aucune valeur juridique.

395. Veuillez indiquer les noms des 25 pays auxquels ce traitement est appliqué.

396. En ce qui concerne la durée projetée, pour laquelle il est indiqué la mention suivante: "avenir proche, en attendant que l'objectif visé prenne racine". Veuillez expliquer dans quelle mesure l'objectif défini a été atteint au cours des cinq dernières années.

Cameroun, Transports maritimes, page 96

397. De toutes les cargaisons qui sont transportées par bateau en provenance et à destination du Cameroun, quelle est la proportion des cargaisons réservées en vertu de la Convention relative à un code de conduite? Veuillez expliquer, en vous appuyant sur des données concrètes, comment le Cameroun évalue l'impact de la Convention.

398. Veuillez expliquer comment cette mesure pourrait assurer "la compétitivité des produits à l'exportation et réduire le coût des produits importés dans le cadre du commerce intérieur" (colonne 5).

399. Il est mentionné à la colonne 2 que l'exemption s'applique jusqu'à ce que des services maritimes auxiliaires et des services portuaires soient développés. Veuillez préciser le niveau de développement qui satisfait la condition de retrait de la mesure. Il semble que cette phrase serait mieux placée dans la colonne intitulée "durée projetée". Veuillez présenter vos observations sur ce point.

Cameroun, Transports maritimes: vrac et cargaisons spécialisées, page 97

400. Veuillez indiquer les noms des pays avec lesquels le Cameroun a conclu un accord se rapportant à cette mesure.

401. Veuillez expliquer en termes concrets quels types de cargaison constituent des "cargaisons spécialisées".

402. La mention suivante figure à la colonne 5 "dispositions à renforcer si les partenaires commerciaux continuent de barrer l'accès aux cargaisons et pratiquent le dumping". Devons-nous comprendre que les termes "partenaires commerciaux" ne concernent que les compagnies maritimes avec lesquelles le Cameroun a conclu un accord bilatéral ou multilatéral se rapportant à cette mesure? Veuillez donner des détails sur les "dispositions à renforcer".

Cameroun, Transports maritimes, page 97

403. Veuillez fournir des exemples concrets de mesures prises pour promouvoir l'industrie naissante.

Chili, Transports maritimes internationaux (marchandises), page 97

404. Selon nos informations, le Chili n'a pas contracté d'engagements spécifiques dans le domaine des services de transport maritime. Dans ces circonstances, veuillez expliquer pourquoi le Chili doit inscrire les mesures mentionnées à la colonne 2 en tant qu'exemptions NPF, même si cette inscription n'a aucune valeur juridique.

405. Veuillez indiquer les noms de tous les pays auxquels cette mesure de réciprocité s'applique.

Chili, Transports maritimes internationaux (marchandises), point 4, page 97

406. Nous comprenons que le commerce international avec le Brésil serait encouragé par l'existence de marchés compétitifs et par l'autorisation de l'entrée de navires appartenant à des pays tiers. Veuillez donc expliquer en termes concrets pourquoi le Chili considère que cette mesure, qui fait l'objet d'une exemption NPF, contribue à la promotion du commerce bilatéral entre les deux pays.

407. Veuillez expliquer, en vous appuyant sur des données statistiques, dans quelle mesure cette disposition contribue à la promotion du commerce entre les deux pays.

Chili, Transports maritimes, page 98

408. Veuillez indiquer les noms des pays auxquels les mesures d'exemption fiscale mentionnées à la colonne 2 sont appliquées sur la base de la réciprocité.

409. Veuillez expliquer de façon précise pourquoi ces mesures d'exemption fiscale sont nécessaires pour garantir l'accès au marché.

Chili, Transports maritimes (cabotage), page 98

410. Nous aimerions savoir à quels pays se réfère l'expression "fournisseur étranger spécifique".

Congo, Transports maritimes: échanges commerciaux par cabotage, page 98

411. Selon nos informations, le Congo n'a pas contracté d'engagements spécifiques dans le secteur des services de transport maritime. Veuillez indiquer pourquoi le Congo doit inscrire les mesures qui sont mentionnées à la colonne 2 en tant qu'exemptions NPF, alors même que cette inscription n'a pas de valeur juridique.

412. Veuillez indiquer les noms des pays avec lesquels le Congo a conclu un accord se rapportant à cette mesure, ainsi que le nom de chacun de ces accords.

413. Veuillez indiquer les noms des 25 pays auxquels cette mesure s'applique.

414. Veuillez indiquer quelles sont les perspectives d'atteindre l'objectif décrit à la colonne "durée projetée".

Congo, Transports maritimes, page 99

415. De toutes les cargaisons transportées par bateau à destination et en provenance du Congo, quelle est la proportion des cargaisons réservées en vertu de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes? Veuillez expliquer, en vous appuyant sur des données concrètes, comment le Congo évalue l'impact de la Convention.

Congo, Transports maritimes: vracs et cargaisons spécialisées, page 99

416. Veuillez indiquer les noms des pays avec lesquels le Congo a conclu des accords se rapportant à cette mesure.

417. Veuillez expliquer à quels types de cargaison s'appliquent les termes "cargaisons spécialisées"?

418. La mention suivante figure à la colonne 5: "dispositions à renforcer si les partenaires commerciaux continuent de barrer l'accès aux cargaisons et pratiquent le dumping". Pouvons-nous comprendre que les termes "partenaires commerciaux" ne se rapportent qu'aux compagnies maritimes des pays avec lesquels le Congo a conclu un accord bilatéral et/ou multilatéral se rapportant à cette mesure? Veuillez expliquer de façon détaillée quelles sont les "dispositions à renforcer".

Congo, Transports maritimes, page 99

419. Veuillez donner des exemples concrets des mesures prises pour promouvoir l'industrie naissante.

Côte d'Ivoire, Transports maritimes: échanges commerciaux par cabotage, page 99

420. Selon nos informations, la Côte d'Ivoire n'a pas contracté d'engagements spécifiques dans le secteur des services de transport maritime. Veuillez indiquer pourquoi la Côte d'Ivoire doit inscrire les mesures mentionnées en tant qu'exemptions NPF, alors même que cette inscription n'a pas de valeur juridique.

421. Veuillez indiquer les noms des accords en vertu desquels cette mesure est prise ainsi que les noms des pays concernés.

422. Veuillez indiquer les noms des 25 pays auxquels cette mesure s'applique.

423. Veuillez indiquer quelles sont les perspectives d'atteindre l'objectif décrit à la colonne "durée projetée".

Côte d'Ivoire, Transports maritimes, page 100

424. De toutes les cargaisons transportées par bateau à destination et en provenance de la Côte d'Ivoire, quelle est la proportion des cargaisons réservées en vertu de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes? Veuillez expliquer, en vous appuyant sur des données concrètes, comment la Côte d'Ivoire évalue l'impact de la Convention.

425. Veuillez expliquer en quoi cette mesure peut être considérée comme de nature à "garantir la compétitivité des produits exportés et réduire le coût des produits importés dans le cadre du commerce intérieur" (colonne 5).

426. Il est noté à la colonne 2 que cette exemption s'applique jusqu'à ce que les services maritimes auxiliaires et les services portuaires soient développés. Veuillez expliquer le niveau de développement qui satisfait la condition de retrait de la mesure.

Côte d'Ivoire, Transports maritimes: vracs et cargaisons spécialisées

427. Veuillez indiquer les noms des pays avec lesquels la Côte d'Ivoire a conclu des accords se rapportant à cette mesure.

428. Veuillez expliquer en termes concrets à quels types de cargaison s'appliquent les termes "cargaisons spécialisées"?

429. La mention suivante figure à la colonne 5 "dispositions à renforcer si les partenaires commerciaux continuent de barrer l'accès aux cargaisons et pratiquent le dumping". Pouvons-nous comprendre que les termes "partenaires commerciaux" ne se rapportent qu'aux compagnies maritimes des pays avec lesquels le Congo a conclu un accord bilatéral et/ou multilatéral se rapportant à cette mesure? Veuillez expliquer de façon détaillée quelles sont les "mesures à renforcer".

Côte d'Ivoire, Transports maritimes, page 100

430. Veuillez donner des exemples concrets des mesures prises pour promouvoir l'industrie naissante.

Cuba, Services de transport maritime (1) (marchandises), page 100

431. Veuillez indiquer les noms des pays avec lesquels Cuba a conclu un accord bilatéral se rapportant à cette mesure.

432. Veuillez expliquer quelles sortes de "privilèges", mentionnées à la colonne 2, sont accordés aux pays concernés par ces accords.

433. Veuillez indiquer le type de conditions qui pourraient permettre à Cuba d'abolir ces accords bilatéraux.

Finlande, Transports maritimes (cabotage), page 101

434. Veuillez expliquer en termes concrets ce que signifie l'expression "spécificité régionale".

435. Veuillez communiquer les noms des pays auxquels s'appliquent les mesures de réciprocité, s'il en existe.

436. Veuillez indiquer les noms des accords ou réglementations nationales qui énoncent cette mesure.

437. Quel est le volume des cargaisons transportées par des fournisseurs de services de cabotage étrangers?

Gabon, Transports maritimes: échanges commerciaux par cabotage, page 101

438. Selon nos informations, le Gabon n'a pas contracté d'engagements spécifiques dans le secteur des services de transport maritime. Veuillez indiquer pourquoi le Gabon doit inscrire les mesures qui sont mentionnées à la colonne 2 en tant qu'exemptions NPF, alors même que cette inscription n'a pas de valeur juridique.

439. Veuillez préciser les noms des accords en vertu desquels cette mesure est prise, ainsi que les noms des pays avec lesquels le Gabon a conclu ces accords.

440. Veuillez indiquer les noms des 25 pays auxquels cette mesure s'applique.

441. Veuillez indiquer quelles sont les perspectives d'atteindre l'objectif décrit à la colonne "durée projetée".

Gabon, Transports maritimes, page 101

442. De toutes les cargaisons transportées par bateau à destination et en provenance du Gabon, quelle est la proportion des cargaisons réservées en vertu de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes? Veuillez expliquer comment le Gabon évalue l'impact de la Convention à l'aide de données concrètes.

443. Veuillez expliquer les raisons pour lesquelles cette mesure est considérée comme nécessaire pour assurer la compétitivité des produits exportés et réduire le coût des produits importés dans le cadre du commerce intérieur.

Gabon, Transports maritimes: vracs et cargaisons spécialisées, page 102

444. Veuillez indiquer les noms des pays avec lesquels la Côte d'Ivoire a conclu des accords se rapportant à cette mesure.

445. Veuillez expliquer à quels types de cargaison s'appliquent les termes "cargaisons spécialisées".

446. La mention suivante figure à la colonne 5 "dispositions à renforcer si les partenaires commerciaux continuent de barrer l'accès aux cargaisons et pratiquent le dumping". Pouvons-nous comprendre que les termes "partenaires commerciaux" ne se rapportent qu'aux compagnies maritimes des pays avec lesquels le Gabon a conclu un accord bilatéral et/ou multilatéral se rapportant à cette mesure? Veuillez expliquer de façon détaillée quelles sont les "mesures à renforcer".

Gabon, Transports maritimes, page 102

447. Veuillez donner des exemples concrets des mesures prises pour promouvoir l'industrie naissante.

Inde, Transports maritimes, a) répartition des cargaisons entre partenaires bilatéraux, page 102

448. Selon nos informations, l'Inde n'a pas contracté d'engagements spécifiques dans le secteur des services de transport maritime. Veuillez indiquer pourquoi l'Inde doit inscrire les mesures qui sont mentionnées à la colonne 2 en tant qu'exemptions NPF, alors même que cette inscription n'a pas de valeur juridique.

449. En ce qui concerne les expressions "égalité dans l'enlèvement des cargaisons" et "égalité dans les recettes du fret", mentionnées à la colonne 2, veuillez expliquer de façon détaillée en quoi consiste les mesures qui sont appliquées pour promouvoir l'"égalité".

Inde, Transports maritimes, b) cargaisons réservées, page 102

450. De toutes les cargaisons transportées par bateau à destination et en provenance de l'Inde, quelle est la proportion des cargaisons réservées en vertu de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes. Veuillez expliquer, en fournissant des données concrètes, comment l'Inde évalue l'impact de la Convention.

Jamaïque, Transports maritimes, page 102

451. De toutes les cargaisons transportées par bateau à destination et en provenance de la Jamaïque, quelle est la proportion des cargaisons réservées en vertu de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes? Veuillez expliquer, en fournissant des données concrètes, comment la Jamaïque évalue l'impact de la Convention.

Mali, page 102

452. Le Mali, en tant que pays enclavé, dispose-t-il de services qui relèvent de la catégorie "services de transport maritime" à l'exception des services de transport par voies d'eau navigables intérieures? Pour quelle raison le Mali a-t-il inscrit une exemption NPF dans le secteur du service de transport maritime?

Mali, page 103, point 1

453. De toutes les cargaisons transportées par bateau à destination et en provenance du Mali, quelle est la proportion des cargaisons réservées en vertu de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes. Veuillez expliquer, en fournissant des données concrètes, comment le Mali évalue l'impact de la Convention.

Mali, page 103, point 3

454. La colonne 2 comporte la mention suivante: "... lois, décrets, ordonnances et décisions existantes ou futures, basés sur des accords bilatéraux et/ou multilatéraux qui prévoient la répartition de toutes cargaisons: vrac et cargaisons spécialisées entre compagnies maritimes d'État aux deux bouts d'un trafic particulier". Veuillez expliquer de façon concrète en quoi consistent exactement les mesures existantes.

455. Veuillez donner des exemples concrets de mesures de promotion de l'industrie naissante.

Nouvelle-Zélande, Transports maritimes (voyageurs et marchandises), page 104

456. Veuillez expliquer en termes concrets la signification de l'expression "normes de qualification dans ce secteur" (colonne 5).

457. S'agit-il d'une mesure de réciprocité? Quels sont les types de normes qui ont été appliqués pour déterminer les pays qui doivent figurer sur la liste?

458. Veuillez expliquer pourquoi il y a une limitation en matière de nationalité en ce qui concerne les services d'officiers sur les navires néo-zélandais dans le but de maintenir des normes de qualification dans le secteur des transports maritimes.

459. Le terme "navires néo-zélandais" s'applique-t-il à tous les navires qui naviguent sous le pavillon néo-zélandais?

460. Nous aimerions connaître la proportion des officiers en service sur les navires néo-zélandais qui sont citoyens néo-zélandais.

Niger, page 104

461. Le Niger, en tant que pays enclavé, dispose-t-il de services qui relèvent de la catégorie "services de transport maritime" à l'exception des services de transport par voies navigables intérieures? Pour quelle raison le Mali a-t-il inscrit une exemption NPF dans le secteur des services de transport maritime.

Niger, page 105

462. La colonne 2 comporte la mention suivante "Lois, Décrets et Décisions futurs basés sur des accords bilatéraux et/ou multilatéraux qui accordent des droits de cabotage aux partenaires commerciaux sur une base réciproque". Veuillez expliquer en termes concrets en quoi consistent exactement les mesures existantes.

463. Veuillez donner des exemples concrets des mesures de promotion de l'industrie naissante.

Philippines, Services de transport maritime, trafic des lignes régulières de cargos, page 105

464. De toutes les cargaisons transportées par bateau à destination et en provenance des Philippines, quelle est la proportion des cargaisons réservées en vertu de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes. Veuillez expliquer, en fournissant des données concrètes, comment les Philippines évaluent l'impact de la Convention.

Philippines, Services de transport maritime, échanges commerciaux par cabotage, page 105

465. Veuillez indiquer les noms des pays avec lesquels les Philippines ont conclu un accord se rapportant à cette mesure.

466. Veuillez expliquer de façon concrète la signification des termes "accès limité" (colonne 2).

467. Sur le volume total des cargaisons transportées par cabotage, quelle est la part transportée par des navires étrangers? Cette part est-elle définie dans le cadre d'accords divers?

Sénégal, Transports maritimes, échanges commerciaux par cabotage, point 1, page 106

468. Veuillez préciser les noms des accords en vertu desquels cette mesure est prise ainsi que les noms des pays avec lesquels le Sénégal a conclu ces accords.

469. Veuillez indiquer les noms des 25 pays auxquels cette mesure s'applique.

470. Veuillez expliquer quelles sont les perspectives d'atteindre l'objectif décrit à la colonne 4.

471. Veuillez expliquer, en vous appuyant sur des données statistiques, comment l'octroi de droits de cabotage à des partenaires commerciaux sur la base de la réciprocité peut "stimuler le commerce international".

Sénégal, Transports maritimes, point 2, page 106

472. De toutes les cargaisons transportées par bateau à destination et en provenance du Sénégal, quelle est la proportion des cargaisons réservées en vertu de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes. Veuillez expliquer, en fournissant des données concrètes, comment le Sénégal évalue l'impact de la Convention.

473. Veuillez expliquer pourquoi cette mesure est considérée comme nécessaire pour garantir la compétitivité des produits exportés et pour réduire le coût des produits importés dans le cadre du commerce intérieur.

474. Veuillez fournir des exemples concrets de mesures de promotion de l'industrie naissante. Nous aimerions connaître les conditions actuelles du secteur des transports maritimes au Sénégal.

Sénégal, Transports maritimes: vrac et cargos spécialisés, point 3, page 106

475. Veuillez indiquer les noms des pays avec lesquels le Sénégal a conclu un accord se rapportant à cette mesure.

476. Veuillez expliquer à quels types de cargaison s'appliquent les termes "cargaisons spécialisées"?

477. La mention suivante figure à la colonne 5: "dispositions à renforcer si les partenaires commerciaux continuent de barrer l'accès aux cargaisons et pratiquent le dumping". Pouvons-nous comprendre que les termes "partenaires commerciaux" ne se rapportent qu'aux compagnies maritimes des pays avec lesquels le Congo a conclu un accord bilatéral et/ou multilatéral se rapportant à cette mesure? Veuillez expliquer de façon détaillée quelles sont les "mesures à renforcer".

Sénégal, Transports maritimes, point 4, page 106

478. Veuillez expliquer en termes concrets en quoi consistent les mesures auxquelles il est fait référence à la colonne 2 (lois, décrets, règlements et décisions existantes).

479. Veuillez donner des exemples concrets des mesures de promotion de l'industrie naissante.

Singapour, Services de transport maritime, page 107

480. Devons-nous comprendre que Singapour considère qu'une exemption NPF est nécessaire parce que les autres pays n'ont pas pris des mesures de libéralisation suffisantes pour donner satisfaction à Singapour, en particulier dans les quatre secteurs mentionnés à la colonne 1?

481. La colonne 4 indique que "Singapour réétudiera périodiquement cette mesure au vu de l'évolution de la situation internationale". Veuillez expliquer quand et comment ces examens périodiques ont lieu. La mesure a-t-elle été modifiée à la suite des résultats de ces examens? Devons-nous comprendre que cette mesure est temporaire et qu'elle sera progressivement éliminée de la liste quand les négociations sur les services maritimes aboutiront à un accord?

482. Selon la colonne 5 "certains partenaires commerciaux de Singapour n'offrent pas à leurs entreprises un accès satisfaisant aux services de transport maritime sur leur territoire". Veuillez indiquer les noms de ces partenaires commerciaux. Nous aimerions également savoir quel type de traitement est considéré comme non satisfaisant par les entreprises de Singapour.

Suède, Transports maritimes, page 107

483. Nous comprenons que la Suède n'a pris aucun engagement spécifique dans les services de transport maritime. Veuillez expliquer pourquoi la Suède doit inscrire les mesures mentionnées à la colonne 2 en tant qu'exemptions NPF, alors même qu'elles n'ont aucune valeur juridique.

484. Veuillez indiquer les noms des pays avec lesquels la Suède a conclu un accord se rapportant à cette mesure.

485. Sur le total des cargaisons transportées par cabotage, quelle est la part transportée par des navires étrangers? Cette part est-elle énoncée dans les divers accords?

Thaïlande, Services de transport, page 108

486. Veuillez indiquer les noms des pays avec lesquels la Thaïlande a conclu un accord bilatéral relatif à l'exemption de la TVA.

487. Veuillez communiquer le titre de la loi thaïlandaise qui établit les taux de la TVA. Veuillez également expliquer pourquoi la taxe à la valeur ajoutée qui est actuellement appliquée comprend trois taux différents, à savoir 7 pour cent, zéro pour cent et exemption.

488. Devons-nous comprendre que les services de transport maritime sont les seuls services qui peuvent bénéficier d'une exemption de la TVA sur la base de la réciprocité?

Thaïlande, Transport maritime international de marchandises, points 1, 2 et 3, page 109

489. Faut-il comprendre que la Thaïlande abolira ce traité (ou accord) en 2005? Veuillez expliquer les procédures qui seront appliquées.

490. (450)* Veuillez expliquer la signification de l'expression "partage des cargaisons", qui figure à la colonne 2, en donnant des exemples concrets, tels que la part effective des cargaisons.

Trinité-et-Tobago, Transports maritimes, page 109

491. (451)* Sur le total des cargaisons transportées par bateau en provenance de/à destination de Trinité-et-Tobago, quelle est la part des cargaisons réservées en vertu de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes. Veuillez expliquer, en fournissant des données concrètes, comment Trinité-et-Tobago évalue l'impact de la Convention.

Tunisie, Transports maritimes, page 109

492. (452)* Selon nos informations, la Tunisie n'a pas contracté d'engagements spécifiques dans le domaine des services de transport maritime. Dans ces circonstances, veuillez expliquer pourquoi la Tunisie doit inscrire les mesures mentionnées à la colonne 2 en tant qu'exemptions NPF, alors que cette inscription n'a aucune valeur juridique.

493. (453)* La mention suivante figure à la colonne 5 "empêcher, neutraliser et parer à toutes les mesures discriminatoires et les actions restrictives et néfastes affectant les transporteurs maritimes et le commerce maritime international tunisien". Y a-t-il des critères permettant de définir les mesures "discriminatoires" et "les actions restrictives et néfastes"? Dans l'affirmative, veuillez donner des détails.

494. (454)* De telles mesures ont-elles été effectivement invoquées à ce jour? Dans l'affirmative, veuillez donner des exemples.

Tunisie, Transports maritimes, page 110

495. (455)* Ces mesures ne pourraient-elles pas conduire à l'adoption de mesures discriminatoires à l'égard des parties non contractantes, la Tunisie ayant le droit de prendre des contre-mesures en vertu de l'exemption mentionnée ci-dessus.

496. (456)* Veuillez indiquer les noms de tous les traités et accords se rapportant à cette mesure que la Tunisie a conclus, ainsi que les noms des pays auxquels ils s'appliquent.

Tunisie, Transports maritimes, page 111

497. (457)* Veuillez expliquer le détail des mesures se rapportant au "cabotage" (colonne 2).

498. (458)* Veuillez expliquer de façon détaillée les mesures se rapportant à "la présence commerciale" (colonne 2).

499. (459)* Sur le total des cargaisons transportées par bateau en provenance de/à destination de la Tunisie, quelle est la part des cargaisons réservées en vertu de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes?

Turquie, Services de transport, point 3, page 112

500. (460)* Veuillez expliquer de façon concrète quelles sont les mesures existantes. Veuillez également indiquer les noms des pays auxquels ces mesures s'appliquent.

Venezuela, Transports maritimes de marchandises, page 113, point 1

501. (461)* Veuillez remplir la colonne intitulée "conditions qui rendent l'exemption nécessaire".

502. (462)* Veuillez indiquer les noms des pays qui bénéficient de la liberté d'accès.

Venezuela, Transports maritimes de marchandises, page 113, point 2

503. (463)* Veuillez remplir la colonne intitulée "conditions qui rendent l'exemption nécessaire".

504. (464)* Veuillez expliquer pourquoi l'échange de notes diplomatiques n'a eu lieu qu'avec les États-Unis.

CE, point 3, Services de location simple ou en crédit-bail de bateaux, sans équipage, location de navires avec équipage, page 115

505. (465)* Veuillez expliquer pourquoi les CE considèrent qu'il est nécessaire de n'appliquer cette condition qu'à l'Allemagne, entre tous les membres de l'UE.

Suisse, page 116

506. (466)* Veuillez expliquer, à l'aide de données statistiques, dans quelle mesure l'objectif "de réglementer la capacité de transport sur les voies navigables intérieures" mentionné à la colonne 5 a été atteint au cours des cinq dernières années.

2. SERVICES DE TRANSPORT AÉRIEN

Autriche, Liechtenstein, Norvège, Slovénie, Suède, Systèmes de réservation informatisés (SIR) et vente et commercialisation de services de transport aérien, pages 116, 119, 120 et 123

507. (467)* Alors que l'Autriche, le Liechtenstein, la Norvège, la Slovénie et la Suisse inscrivent une exemption NPF en raison de la réglementation des CE mentionnée à la colonne 5, d'autres pays membres de l'UE ne le font pas. Veuillez expliquer pourquoi.

508. (468)* Les obligations relatives à l'exploitation des SIR dans le cadre de la réglementation des CE tiennent-elles compte des exemptions sur la base de la réciprocité?

509. (469)* Quels sont les critères qui permettent de décider s'il s'agit d'un traitement "équivalent" ou non?

Veuillez indiquer les noms des pays qui appliquent un traitement équivalent ainsi que les obligations relatives à l'exploitation des SIR.

510. (470)* Veuillez expliquer en termes concrets ce que signifie la mention "la nécessité de l'exemption tient à l'insuffisance de règles multilatéralement agréées d'exploitation des SIR" qui figure à la colonne 5. Nous aimerions savoir quelle est la situation actuelle en ce qui concerne l'élaboration de ces règles.

Bulgarie, Vente, commercialisation de services de transport aérien, notamment SIR, page 117

511. (471)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification de l'expression "obligations concernant les services de transport".

Canada, Transport aérien, point 2, page 117

512. (472)* Veuillez indiquer les noms des pays auxquels le traitement préférentiel s'applique.

Canada, Transport aérien, point 3, page 117

513. (473)* Nous aimerions savoir si cette mesure se fonde sur un accord bilatéral de services aériens ou sur la réciprocité. S'il en est autrement, veuillez expliquer pourquoi.

514. (474)* Veuillez expliquer, à l'aide d'exemples concrets, en quoi consiste le traitement préférentiel mentionné à la colonne 2.

515. (475)* Veuillez expliquer en termes concrets quel type de critère a été appliqué pour déterminer quels sont les pays qui bénéficient d'un traitement préférentiel. Veuillez donner le nom de ces pays.

516. (476)* Veuillez expliquer en quoi consistent les "procédures relatives aux normes de sécurité aérienne" mentionnées à la colonne 5.

Canada, Transport aérien, point 4, page 117

517. (477)* Veuillez indiquer les noms des pays avec lesquels le Canada a conclu un accord bilatéral de services aériens.

518. (478)* Nous aimerions savoir si tous les accords bilatéraux de services aériens que le Canada a conclus à ce jour contiennent des "dispositions qui limitent la publicité, la vente ou le marketing de services spécifiques de transport aérien". Dans l'affirmative, veuillez préciser les noms des pays qui ont conclu avec le Canada des accords bilatéraux de services aériens contenant de telles dispositions.

519. (479)* Veuillez préciser quelles sont les limitations mentionnées à la colonne 2.

Islande, page 119

520. (480)* Veuillez expliquer de façon concrète quels sont les critères qui ont été utilisés pour définir l'obligation mentionnée à la colonne 2.

Corée, page 119

521. (481)* Faut-il comprendre qu'en application de cette mesure "l'accès aux SIR étrangers par l'intermédiaire du réseau SITA" n'est ouvert qu'à certaines agences de voyages coréennes spécifiées qui ont accès aux SIR désignés par une compagnie aérienne américaine (colonne 2)?

522. (482)* Nous aimerions savoir si le traitement préférentiel accordé aux États-Unis en vertu de cette mesure existe toujours. Des modifications ont-elles été apportées à la suite de négociations avec les États-Unis?

523. (483)* Le terme "négociations" mentionné à la colonne 5 ne se réfère-t-il qu'aux États-Unis ?

Koweït, Services de transport aérien, page 119

524. (484)* Tous les accords bilatéraux de services aériens conclus avec le Koweït contiennent-ils des dispositions réciproques concernant les trois types de services ainsi que cela est mentionné à la colonne 2? Dans la négative, veuillez indiquer les noms des pays qui ont conclu des accords bilatéraux de services aériens avec le Koweït qui contiennent de telles dispositions.

525. (485)* Veuillez expliquer la signification des termes "accords multilatéraux en matière d'aviation civile" contenant des dispositions réciproques concernant trois types de services (colonne 2). Veuillez indiquer également les noms des pays qui sont parties à ces accords.

526. (486)* Veuillez expliquer en termes concrets en quoi consistent les mesures mentionnées à la colonne 2.

Lettonie, Vente et commercialisation de services de transport aérien et systèmes de réservation informatisés (SIR), page 119

527. (487)* Tous les accords bilatéraux de services aériens conclus par la Lettonie contiennent-ils des dispositions réciproques concernant la vente et la commercialisation des services de transport aérien et les SIR? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les noms des pays qui ont conclu avec la Lettonie de tels accords.

528. (488)* Veuillez expliquer en termes concrets en quoi consiste "l'accès préférentiel au marché" mentionné à la colonne 2.

Pologne, Vente et commercialisation de services de transport aérien et de systèmes de réservation informatisés (SIR), page 120

529. (489)* Tous les accords bilatéraux de services aériens conclus par la Pologne contiennent-ils des dispositions réciproques concernant la vente et la commercialisation des services de transport

aérien et les SIR? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les noms des pays qui ont conclu avec la Pologne de tels accords.

530. (450)* Veuillez expliquer en termes concrets en quoi consiste "l'accès préférentiel au marché" mentionné à la colonne 2.

Roumanie, page 120

531. (451)* Le droit d'établir des services de vente et de commercialisation en matière de transport aérien est-il toujours accordé sur la base de la réciprocité?

532. (452)* Veuillez expliquer quel cadre régit cette réciprocité. Y a-t-il un accord bilatéral fondé sur la réciprocité?

Singapour, SIR, page 121

533. (453)* La colonne 4 indique que "Singapour réétudiera périodiquement cette mesure au vu de l'évolution de la situation internationale". Veuillez expliquer quand et comment ces examens périodiques ont lieu. La mesure a-t-elle été modifiée à la suite des résultats de ces examens? Veuillez également préciser quels sont les éléments qui déterminent "l'évolution de la situation internationale" et expliquer comment Singapour les évalue.

534. (454)* Veuillez expliquer en termes concrets en quoi consistent exactement les "accords multilatéraux" auxquels il est fait référence à la colonne 5. Singapour est-elle devenue partie à ces accords?

Suisse, page 124

535. (455)* Devons-nous comprendre que la Conférence européenne sur l'aviation civile (CEAC) est exactement la même que celle qui est mentionnée par les CE et ses États Membres dans la colonne relative aux exemptions NPF?

536. (456)* Veuillez indiquer les noms des pays, autres que les CE et ses États Membres, qui ont adopté la CEAC.

537. (458)* Comment la Suisse explique-t-elle que certains pays n'ont pas inscrit d'exemption NPF se rapportant à cette mesure bien qu'ils aient entériné la CEAC?

538. (458)* Faut-il comprendre que les conditions de réciprocité établies par la "CEAC" se rapportent aux SIR? Quel est le critère appliqué pour déterminer "le traitement équivalent" mentionné à la colonne 2? Veuillez indiquer les noms des pays auxquels s'appliquent "les obligations [des vendeurs] de SIR mentionnées à la colonne 2.

Thaïlande, SIR, point 2, page 124

539. (459)* Est-il prévu de modifier la réglementation selon laquelle "seules les compagnies aériennes et les exploitants de SIR utilisant le système Amadeus peuvent importer et installer leurs systèmes en Thaïlande" (colonne 5)?

540. (460)* Quelle est la situation en ce qui concerne l'accès total des exploitants locaux au système Amadeus auquel il est fait référence à la colonne 5? Veuillez indiquer quand il est prévu que l'accès total soit en place.

541. (461)* Veuillez expliquer les raisons pour lesquelles la Thaïlande n'accorde le traitement spécial qu'aux exploitants des SIR utilisant le système Amadeus.

Thaïlande, SIR, point 3, page 124

542. (462)* Tous les accords bilatéraux de services aériens conclus par la Thaïlande contiennent-ils ce type de dispositions réciproques sur la réparation et l'entretien des aéronefs? Dans la négative, veuillez indiquer les noms des pays qui ont conclu avec la Thaïlande des accords bilatéraux de services aériens contenant de telles dispositions. Le contenu de "l'autorisation" est-il le même pour tous les pays?

États-Unis d'Amérique, Services de transport aérien, page 125

543. (463)* Tous les accords bilatéraux de services aériens conclus par les États-Unis contiennent-ils de telles dispositions réciproques concernant trois types de services ainsi que cela est mentionné à la colonne 2? Dans la négative, veuillez indiquer les noms des pays qui ont conclu avec les États-Unis des accords bilatéraux de services aériens comportant de telles dispositions.

544. (464)* Tous les accords concernant ces trois types de services sont-ils fondés sur la réciprocité?

3. TRANSPORTS SPATIAUX

États-Unis d'Amérique, Transports spatiaux, page 126

545. (465)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification des expressions "restrictions quantitatives" et "disciplines en matière de prix".

546. (466)* Veuillez expliquer les critères qu'utilisent les États-Unis pour appliquer de telles "restrictions quantitatives".

547. (467)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels les États-Unis ont conclu un accord bilatéral.

4. SERVICES DE TRANSPORT FERROVIAIRE

Bulgarie, Transport de voyageurs et de marchandises par rail, page 126

548. (468)* Veuillez fournir la liste des accords existants à ce jour.

549. (469)* Veuillez expliquer, à l'aide d'exemples précis quelles sont les "mesures" auxquelles il est fait référence à la colonne 2.

550. (470)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification des termes "l'intégrité de l'infrastructure".

551. (471)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification des termes "droits de circulation" et "spécificités régionales".

552. (472)* Nous aimerions savoir pourquoi la Bulgarie considère qu'une exemption NPF est nécessaire pour protéger "l'intégrité de l'infrastructure" et "l'environnement".

République tchèque, Transport de voyageurs et de marchandises par rail, page 126

553. (473)* Veuillez vous référer à la question 548 (468)*
554. (474)* Veuillez vous référer à la question 549 (469)*
555. (475)* Veuillez vous référer à la question 550 (470)*
556. (476)* Veuillez vous référer à la question 551 (471)*
557. (477)* Veuillez vous référer à la question 552 (472)*

République slovaque, Transport de voyageurs et de marchandises par rail, page 127

558. (478)* Veuillez vous référer à la question 548 (468)*
559. (479)* Veuillez vous référer à la question 549 (469)*
560. (480)* Veuillez vous référer à la question 550 (470)*
561. (481)* Veuillez vous référer à la question 551 (471)*
562. (490)* Veuillez vous référer à la question 552 (472)*

Turquie, Services de transport ferroviaire, page 127

563. (450)* Nous aimerions savoir pourquoi la Turquie considère qu'une exemption NPF est nécessaire pour faciliter les transports ferroviaires (colonne 5).

5. SERVICES DE TRANSPORT ROUTIER

Autriche, Transport routier, point 1, page 127

564. (451)* Veuillez expliquer la signification des termes "l'intégrité des infrastructures".
565. (452)* Veuillez expliquer de façon précise pourquoi une exemption NPF est nécessaire pour protéger "l'intégrité des infrastructures".
566. (453)* Veuillez expliquer en quoi cette mesure contribue à protéger la "santé et l'environnement".
567. (454)* Veuillez expliquer en termes concrets à quoi se réfère l'expression "spécificité régionale" qui est utilisée à la colonne 5.
568. (455)* Veuillez communiquer la liste des pays auxquels cette mesure s'applique. Les mesures préférentielles, telles que l'exemption de la TVA et l'exemption de la taxe sur les véhicules, sont-elles accordées aux pays sur la base d'accords bilatéraux?
569. (456)* L'expression "pourrait être souhaitable" qui figure à la colonne 3 n'est pas claire. Cela signifie-t-il que certains des pays auxquels la mesure s'applique n'ont pas conclu d'accords bilatéraux sur le transport routier ni d'autres arrangements dans ce domaine? Dans l'affirmative, veuillez préciser les critères qui pourraient être utilisés pour choisir ces pays.

Autriche, Transports routiers, point 2, page 128

570. (457)* L'Autriche a-t-elle conclu un accord ou un arrangement se rapportant à cette mesure avec les pays dont le nom est mentionné à la colonne 3? Dans la négative, veuillez expliquer sur quoi se fonde cette mesure.

571. (458)* Veuillez décrire de façon détaillée le régime de l'exemption de la TVA en indiquant par exemple quels sont les bénéficiaires et dans quelle mesure l'exemption est accordée.

572. (459)* Nous aimerions savoir pourquoi l'Autriche considère qu'une exemption NPF est nécessaire pour faciliter le développement du tourisme international.

Autriche, Transports routiers, point 2, page 128

573. (460)* Veuillez expliquer en termes concrets ce que signifie l'expression "exemption, sous certaines conditions, de la taxe sur les véhicules".

574. (461)* Nous souhaiterions avoir des informations précises sur la façon dont l'exemption NPF contribuerait à "faciliter le développement du tourisme international et/ou le transport international des marchandises".

575. (462)* Veuillez préciser la différence entre les "conventions" (point 2, colonne 1), les "déclarations" (point 3, colonne 1) et la "réciprocité *de facto*" (point 3, colonne 1). Veuillez également donner des détails sur chacun de ces motifs d'exemption, et préciser s'ils sont fondés sur des accords bilatéraux.

Brésil, Transports terrestres, page 129

576. (463)* Nous aimerions savoir pourquoi une exemption NPF est nécessaire pour faciliter les transports entre les pays voisins.

Bulgarie, Transport de voyageurs et de marchandises par route, page 129

577. (464)* Veuillez expliquer les critères qui sont appliqués pour réserver ou limiter la fourniture de services de transport.

578. (465)* Veuillez donner des exemples concrets de la façon dont les termes et conditions mentionnés à la colonne 2 sont spécifiés.

579. (466)* Veuillez préciser la signification des termes "permis de transit" et "taxes routières préférentielles" mentionnés à la colonne 2.

580. (467)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels la Bulgarie a conclu des accords se rapportant à cette mesure.

581. (468)* Veuillez expliquer ce que signifie l'expression "intégrité de l'infrastructure".

582. (469)* Veuillez expliquer pourquoi une exemption NPF est nécessaire pour protéger l'intégrité de l'infrastructure et de l'environnement (colonne 5).

Bulgarie, Transport de voyageurs et de marchandises par route, page 130

583. (470)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification des termes "liens historiques et aspects régionaux spécifiques" (colonne 5). Veuillez expliquer pourquoi une exemption NPF est nécessaire pour promouvoir cet objectif.

584. (471)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels la Bulgarie a conclu un accord à ce jour.

585. (472)* Veuillez expliquer comment fonctionne la "réciprocité *de facto*" mentionnée à la colonne 2.

586. (473)* Veuillez expliquer, à l'aide d'exemples précis, en quoi consistent les "taxes sur les véhicules" et "l'exemption de la TVA".

Chili, Transports terrestres internationaux, page 130

587. (474)* La colonne 4 indique que la durée projetée dépend de la durée de l'accord.

588. (475)* Quand l'Accord international sur les transports intérieurs de 1997 vient-il à expiration?

Colombie, Transports terrestres, page 130

589. (476)* Veuillez expliquer en termes concrets en quoi consiste le "traitement préférentiel" accordé aux pays du Groupe andin.

590. (477)* Veuillez décrire le "Régime andin de transport routier de marchandises"

591. (478)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification de l'expression "efforts d'intégration régionale" qui figure à la colonne 5. Nous aimerions également savoir pourquoi une exemption NPF est nécessaire pour protéger ces "efforts d'intégration régionale".

592. (479)* Veuillez communiquer la liste des pays auxquels il est fait référence à la colonne 3.

Costa Rica, Services de transports terrestres, point 1, page 130

593. (480)* L'expression "ressortissants de l'Amérique centrale" s'applique-t-elle aux ressortissants des quatre pays mentionnés à la colonne 3?

594. (481)* Veuillez expliquer en termes concrets en quoi consiste le cadre de l'Intégration de l'Amérique centrale.

595. (482)* Dans le cas où un pays dont les ressortissants ne rentrent pas dans la catégorie des "ressortissants de l'Amérique centrale" accorde le traitement préférentiel mentionné à la colonne 2 à une société du Costa Rica, le Costa Rica applique-t-il également les mesures mentionnées à la colonne 2 à une société dont plus de 40 pour cent du capital est détenu par ce pays?

Chypre, Transports routiers, page 130

596. (483)* Veuillez communiquer la liste des "pays européens" mentionnés. Nous aimerions également connaître les noms des pays avec lesquels Chypre prévoit de conclure un accord se rapportant à cette mesure à l'avenir.

597. (484)* Veuillez expliquer, à l'aide d'exemples spécifiques, en quoi consiste l'exemption fiscale mentionnée à la colonne 2 et ce que signifie l'expression "spécificité régionale" mentionnée à la colonne 5.

République tchèque, Transports routiers, page 131

598. (485)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels la République tchèque a conclu un accord.

599. (486)* Veuillez expliquer, à l'aide d'exemples concrets, quelles sont les mesures qui ont été adoptées en application de cette exemption.

600. (487)* Veuillez expliquer quels sont les critères qu'applique la République tchèque pour "réserver ou limiter la fourniture de services de transport et spécifier les conditions d'exploitation" (colonne 2).

601. (488)* Veuillez préciser le sens de l'expression "conditions d'exploitation".

602. (489)* Veuillez expliquer en termes concrets le sens de l'expression "taxes routières préférentielles" (colonne 2).

603. (490)* Nous aimerions savoir pourquoi une exemption NPF est nécessaire pour protéger "l'intégrité de l'infrastructure routière et de l'environnement" (colonne 5).

Égypte, Transports routiers, page 131

604. (491)* Veuillez fournir la liste des pays avec lesquels l'Égypte a conclu des accords.

605. (492)* Veuillez indiquer la durée des accords auxquels il est fait référence à la colonne 2.

606. (493)* Nous aimerions savoir pourquoi une limitation dans le domaine du transport routier peut "faciliter l'entrée des ressortissants arabes en Égypte" (colonne 5).

607. (494)* Veuillez indiquer la norme ou le critère qu'applique l'Égypte pour limiter l'offre de services de transports routiers.

Estonie, Services de transports routiers internationaux, page 132

608. (495)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels l'Estonie a conclu des accords bilatéraux ou plurilatéraux.

609. (496)* Veuillez expliquer en termes concrets en quoi consiste "l'exonération fiscale [accordée] à ces véhicules" mentionnée à la colonne 2.

610. (497)* Veuillez expliquer, à l'aide d'exemples concrets, la signification des termes "caractéristiques régionales". Nous aimerions également savoir pourquoi une exemption NPF est nécessaire pour promouvoir l'objectif mentionné à la colonne 5.

611. (498)* Veuillez expliquer les critères qu'applique l'Estonie pour réserver ou limiter la fourniture de services de transport (colonne 2).

Les CE et leurs États Membres, Transports routiers, page 132

612. (499)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels les CE et leurs États Membres ont conclu ces accords.
613. (500)* Veuillez expliquer la norme ou le critère qu'appliquent les CE et leur États Membres pour réserver ou limiter la fourniture de services de transport (colonne 2).
614. (501)* Veuillez spécifier quelles sont les taxes concernées et veuillez expliquer le système d'exemption fiscale auquel il est fait référence à la colonne 2.
615. (502)* Au cas où une société japonaise fournit un service de transport sur le territoire de l'UE, en utilisant des véhicules immatriculés dans les pays dont la liste figure à la colonne 3, cette société peut-elle bénéficier du système d'exemption fiscale?
616. (503)* Veuillez expliquer, à l'aide d'exemples concrets, la signification des termes "caractéristiques régionales". Nous aimerions également savoir pourquoi une exemption NPF est nécessaire pour promouvoir l'objectif mentionné à la colonne 5.

Les CE et leurs États Membres, Services de transports routiers – marchandises, page 133

617. (504)* Veuillez expliquer la raison pour laquelle cette mesure n'est inscrite que par l'Espagne.
618. (505)* Veuillez expliquer de façon précise ce que signifie l'expression "accès effectif au marché" et la norme qui est appliquée dans ce domaine.

Finlande, Transports routiers, page 133

619. (506)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels la Finlande a conclu les accords bilatéraux ou plurilatéraux réciproques (colonne 2).
620. (507)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification de l'expression "droits de transport" mentionnée à la colonne 2.
621. (508)* Veuillez expliquer en termes concrets à quoi se réfère l'expression "spécificité régionale" de la colonne 5 et pourquoi une exemption NPF est nécessaire pour promouvoir cet objectif.

Honduras, Services de transports terrestres, page 133

622. (509)* Veuillez communiquer la liste des "pays avec lesquels il est possible d'assurer des transports terrestres" (colonne 3).
623. (510)* Veuillez préciser la signification du terme "possible" utilisé à la colonne 3. Est-il utilisé dans un sens géographique, physique ou institutionnel?
624. (511)* Veuillez préciser le nom des pays auxquels le Honduras n'accorde pas de licence ou d'autorisation sous condition de réciprocité.

Hongrie, Transports routiers, page 133

625. (512)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels la Hongrie a conclu des accords bilatéraux (colonne 2).
626. (513)* Veuillez expliquer en termes concrets quelles sont les "mesures" auxquelles il est fait référence à la colonne 2.
627. (514)* Veuillez spécifier la signification de l'expression "conditions d'exploitation" mentionnée à la colonne 2.
628. (515)* Veuillez expliquer la norme ou le critère qu'applique la Hongrie pour réserver ou limiter la fourniture de services (colonne 2).
629. (516)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification des expressions "permis de transit" et "taxes routières préférentielles".
630. (517)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification de l'expression "l'intégrité de l'infrastructure routière" (colonne 5).
631. (518)* Nous aimerions savoir pourquoi la Hongrie considère qu'une exemption NPF est nécessaire pour protéger l'intégrité de l'infrastructure routière et de l'environnement.

Lettonie, Transports routiers, page 134

632. (520)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels la Lettonie a conclu des accords bilatéraux ou plurilatéraux (colonne 2).
633. (521)* Veuillez expliquer quels sont les normes ou les critères que la Lettonie applique pour réserver ou limiter la fourniture de services de transport.
634. (522)* Veuillez donner des explications, en les illustrant d'exemples spécifiques, sur le système d'exonération des taxes mentionné à la colonne 2.
635. (523)* Veuillez expliquer en termes concrets quelles sont les caractéristiques [des services de transports routiers] de la région qui sont mentionnées à la colonne 5. Nous aimerions également savoir pourquoi une exemption NPF est nécessaire pour promouvoir cet objectif.

Liechtenstein, Services de transports routiers, page 134

636. (524)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels le Liechtenstein a conclu des accords bilatéraux ou d'autres arrangements (colonne 3). Le Liechtenstein a-t-il l'intention de conclure de nouveaux accords dans un avenir proche? Dans l'affirmative, veuillez communiquer les noms des pays concernés.
637. (525)* Veuillez expliquer en termes concrets quels sont les critères qui sont appliqués pour décider s'il est souhaitable qu'un pays bénéficie d'un traitement préférentiel (qui concerne environ approximativement 30 pays)* (colonne 3).
638. (526)* Le Liechtenstein supprimera-t-il l'exemption en cas de libéralisation multilatérale?
639. (527)* Veuillez préciser ce que signifient les termes "spécificité régionale et effets environnementaux du transport routier" mentionnés à la colonne 4 et veuillez expliquer en termes concrets pourquoi il est nécessaire de les prendre en compte.

Mexique, Tourisme: transports routiers, page 134

640. (528)* Nous aimerions savoir si cette exemption NPF se fonde sur des accords bilatéraux.
641. (529)* Veuillez expliquer quelle est la norme ou quels sont les critères qui sont appliqués pour limiter "la fourniture de services de transport routier par des fournisseurs étrangers à destination du territoire mexicain et sur ce territoire" (colonne 2).
642. (530)* Veuillez expliquer pourquoi le Mexique considère qu'une exemption NPF est nécessaire pour faciliter l'accès des touristes en provenance des États-Unis.

Maroc, Transport routier international, page 135

643. (531)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels le Maroc a conclu des accords bilatéraux ou multilatéraux (colonne 2) ainsi que la liste de ces accords.
644. (532)* Veuillez expliquer en termes concrets ce qu'il faut entendre par "les [m]esures prévues par les accords bilatéraux ou multilatéraux existants et futurs concernant le transport international routier de voyageurs et de marchandises" (colonne 2).
645. (533)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification des termes "coopération bilatérale entre professionnels" (colonne 5).

Norvège, Transport routier, page 135

646. (534)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels la Norvège a conclu des accords de transport routier (colonne 2).
647. (535)* Veuillez préciser en termes concrets la signification de l'expression "droits de circulation" mentionnée à la colonne 2.
648. (536)* Veuillez communiquer les noms des "pays spécifiques" mentionnés à la colonne 2.
649. (537)* Nous aimerions savoir ce que signifie exactement l'expression "spécificité régionale".

Pérou, Transports terrestres et maritimes, page 135

650. (538)* Si cette mesure est fondée sur les accords conclus avec les pays du Groupe andin, veuillez communiquer la liste de ces accords, ainsi que les noms des pays concernés par ces accords.
651. (539)* Veuillez expliquer, à l'aide d'un exemple concret, la signification de l'expression "traitement préférentiel" qui figure à la colonne 2.

Pérou, Transports terrestres, point 1, page 135

652. (540)* Veuillez expliquer, à l'aide d'un exemple concret, la signification de l'expression "traitement préférentiel" qui figure à la colonne 2.
653. (541)* Veuillez expliquer quel est le domaine géographique de la sous-région (colonne 2).
654. (542)* À la colonne 5, la condition rendant l'exemption nécessaire est la promotion de l'intégration régionale. Veuillez indiquer combien de temps cette mesure va être appliquée et dans quelles conditions.

Pologne, Tous les services de transport à l'exclusion des transports maritimes, page 136

655. (543)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels la Pologne a conclu des "accords réciproques" (colonne 5).

656. (544)* Veuillez expliquer pourquoi la Pologne considère qu'une exemption NPF est nécessaire pour promouvoir et protéger les investissements étrangers (colonne 5).

657. (545)* Veuillez donner davantage de détails sur les "contingents de transport", pour chaque mode de transport.

Roumanie, Services de transport routier, page 136

658. (546)* Veuillez expliquer en termes concrets quel type de transport routier est autorisé dans le cadre des accords routiers bilatéraux (colonne 1). Ces accords concernent-ils uniquement le transport transfrontière, à l'exclusion du cabotage?

659. (547)* Veuillez expliquer la signification exacte des termes "spécificité régionale". Nous aimerions également savoir pourquoi une exemption NPF est nécessaire pour promouvoir cet objectif.

Sierra Leone, Transport routier, page 137

660. (548)* Veuillez expliquer quels sont les normes ou critères qui sont appliqués pour limiter la fourniture de services de transport (colonne 2).

661. (549)* Veuillez expliquer quels sont les critères qui gouvernent la décision concernant "peut-être d'autres pays" (colonne 3). Veuillez communiquer les noms de ces pays.

662. (550)* Veuillez expliquer quelle est la durée projetée des accords mentionnés à la colonne 2.

663. (551)* Veuillez expliquer pourquoi la Sierra Leone considère qu'une exemption NPF est nécessaire pour promouvoir le commerce intra-africain et faciliter les mouvements des citoyens africains (colonne 5).

République slovaque, Transport routier, page 137

664. (552)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels la République slovaque a conclu à ce jour les accords auxquels il est fait référence à la colonne 2.

665. (553)* Veuillez expliquer quels types de conditions d'exploitation sont spécifiés dans les accords mentionnés à la colonne 2.

666. (554)* Veuillez expliquer, à l'aide d'exemples concrets, en quoi consistent les mesures mentionnées à la colonne 2.

667. (555)* Veuillez expliquer quelle est la norme ou le critère qui est appliqué pour réserver ou limiter la fourniture de services de transport (colonne 2).

668. (556)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification des termes "permis de transport" et "taxes routières préférentielles".

669. (557)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification des termes "l'intégrité de l'infrastructure routière". Pourquoi la République slovaque considère-t-elle qu'une exemption NPF est nécessaire pour protéger l'intégrité de l'infrastructure routière et de l'environnement?

Slovénie, Transport routier, page 137

670. (558)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels la Slovénie a conclu les accords mentionnés à la colonne 2.
671. (559)* Veuillez expliquer quels types de "conditions d'exploitation" sont spécifiés dans les accords mentionnés à la colonne 2.
672. (560)* Veuillez expliquer, à l'aide d'exemples concrets, en quoi consistent les mesures mentionnées à la colonne 2.
673. (561)* Veuillez expliquer quels sont les normes ou critères qui sont appliqués pour réserver ou limiter la fourniture de services de transport routier (colonne 2).
674. (562)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification des expressions "autorisation de circulation" et "taxes routières préférentielles".
675. (563)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification de l'expression "l'intégrité de l'infrastructure routière". Pourquoi la Slovénie considère-t-elle qu'une exemption NPF est nécessaire pour protéger l'intégrité de l'infrastructure routière et de l'environnement?

Afrique du Sud, Transport routier, page 138

676. (564)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels l'Afrique du Sud a conclu des accords bilatéraux ou plurilatéraux (colonne 2).
677. (565)* Veuillez expliquer, à l'aide d'exemples concrets, la signification de l'expression "droits de transporter les marchandises et les voyageurs" (colonne 2).
678. (566)* Veuillez indiquer les noms des autres pays d'Afrique subsaharienne (colonne 3).
679. (567)* Veuillez expliquer pourquoi l'Afrique du Sud considère qu'une exemption NPF est nécessaire pour promouvoir le développement d'un système de transport routier intégré et pour mettre en place un réseau de distribution efficace.

Swaziland, Transport routier, page 138

680. (568)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels le Swaziland a conclu des accords bilatéraux et plurilatéraux (colonne 2).
681. (569)* Veuillez expliquer quels sont les normes ou critères qui sont appliqués pour réserver ou limiter la fourniture du service des transports (colonne 2).
682. (570)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification de l'expression "caractéristiques régionales" (colonne 5). Nous aimerions savoir pourquoi le Swaziland considère que "la nécessité d'une exemption est liée aux caractéristiques régionales des services de transport routier".

Suède, Transport routier, page 138

683. (571)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels la Suède a conclu des accords bilatéraux ou plurilatéraux (colonne 2).
684. (572)* Veuillez expliquer quels sont les normes ou critères qui sont appliqués pour réserver ou limiter la fourniture de services de transport (colonne 2).

685. (573)* Veuillez donner des exemples des "exonérations de taxes" mentionnées à la colonne 2.

686. (574)* Veuillez expliquer en termes concrets en quoi consistent les "caractéristiques régionales" mentionnées à la colonne 5. Nous aimerions savoir pourquoi la Suède considère qu'une exemption NPF est nécessaire en raison des caractéristiques régionales des services de transport routier.

Suisse, Services des transports routiers, point 1, page 139

687. (575)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels la Suisse a conclu des accords bilatéraux ou d'"autres arrangements" (colonne 3). La Suisse a-t-elle l'intention de conclure d'autres accords dans un avenir proche? Dans l'affirmative, veuillez fournir les noms des pays concernés.

688. (576)* Veuillez expliquer en termes concrets quels sont les critères appliqués pour déterminer s'il est souhaitable d'accorder le traitement préférentiel à un pays (ce traitement étant accordé actuellement à environ 30 pays) (colonne 3).

689. (577)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification des termes "spécificité régionale des transports routiers et leurs effets sur l'environnement" (colonne 4) et la nécessité de les prendre en compte pendant la durée projetée.

690. (578)* Veuillez expliquer la signification des termes "intégrité de l'infrastructure routière" (colonne 5). Nous aimerions savoir pourquoi la Suisse considère qu'une exemption NPF est nécessaire pour protéger l'intégrité de l'infrastructure routière et de l'environnement.

Suisse, Services de transport routier, point 2, page 139

691. (579)* Veuillez expliquer, à l'aide d'exemples concrets, en quoi consistent les "contingents en transit" mentionnés à la colonne 2.

692. (580)* Veuillez préciser en termes concrets la signification de l'expression "capacités disponibles en transports combinés".

693. (581)* Veuillez expliquer sur la base de quels éléments, et selon quels critères, la mesure sera revue. Veuillez donner des détails sur la date prévue pour cette révision, le nombre de révisions qui ont déjà eu lieu et leurs résultats.

694. (582)* Veuillez expliquer quand et comment la révision mentionnée à la colonne 4 aura lieu.

695. (583)* Veuillez expliquer en termes concrets la signification des termes "l'intégrité de l'infrastructure routière". Veuillez expliquer pourquoi la Suisse considère qu'une exemption NPF est nécessaire pour protéger l'intégrité de l'infrastructure routière et l'environnement (colonne 5).

Thaïlande, Services de transport routier internationaux, page 139

696. (584)* Veuillez expliquer, à l'aide d'exemples concrets, en quoi consiste le traitement sur la base de la réciprocité (colonne 2).

697. (585)* Veuillez communiquer la liste des pays mentionnés à la colonne 3 ainsi que les noms des accords existants se rapportant à cette mesure.

698. (586)* Veuillez expliquer de façon précise pourquoi la réciprocité est nécessaire dans le secteur des services de transport routier internationaux.

Tunisie, Transport routier, page 140

699. (587)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels la Tunisie a conclu des accords internationaux (colonne 2).

700. (588)* Veuillez expliquer pourquoi la Tunisie considère qu'une exemption NPF est nécessaire pour promouvoir le secteur du transport routier (colonne 5).

Turquie, Services de transport routier, page 140

701. (589)* Veuillez expliquer en termes concrets en quoi consistent les privilèges concernant les contingents et les tarifs.

702. (590)* Veuillez expliquer pourquoi la Turquie considère qu'une exemption NPF est nécessaire pour faciliter les transports routiers entre la Turquie et les autres pays (colonne 5).

États-Unis d'Amérique, Transport routier, page 141

703. (591)* Le gouvernement des États-Unis n'a-t-il pas la faculté de limiter la délivrance de permis de transport routier de marchandises aux pays étrangers autres que le Mexique et le Canada?

704. (592)* Veuillez expliquer quels sont les normes ou critères qui sont appliqués pour limiter la délivrance de permis de transport routier de marchandises (colonne 2).

705. (593)* Veuillez expliquer de façon détaillée le concept "d'intérêt national" invoqué dans le cadre de la Loi de 1982 sur la réforme de la réglementation des transports de voyageurs (Bus Regulatory Reform Act) afin d'apporter des éclaircissements.

706. (594)* Veuillez expliquer quelle est la zone désignée par la Commission du commerce entre les États.

Uruguay, Transports terrestres, page 141

707. (595)* Veuillez expliquer pourquoi l'Uruguay considère qu'une exemption NPF est nécessaire pour faciliter les transports entre pays voisins (colonne 5).

6. TRANSPORTS PAR CONDUITES

États-Unis d'Amérique, Transports par conduites, page 142

708. (596)* Veuillez donner des exemples des cas dans lesquels cette mesure a été appliquée au cours des cinq dernières années.

7. SERVICES ANNEXES ET AUXILIAIRES DE TOUS LES MODES DE TRANSPORT

Bulgarie, Services de manutention de la cargaison, etc., page 143

709. (597)* Veuillez communiquer la liste des pays avec lesquels la Bulgarie a conclu les accords bilatéraux mentionnés à la colonne 2.

* Le chiffre qui figure entre parenthèses correspond au numéro de la question dans le document original.